

## **ARRÊTÉ N° DDT-SGREB-2023-245**

**Portant dérogation aux arrêtés de 2023 instaurant des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau et de l'irrigation agricole depuis les cours d'eau dans le département d'Eure-et-Loir pour la restauration du cours d'eau la Roguette à Gasville-Oisème par Chartres Métropole**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-3 et L.214-18 pour sa partie législative, R.211-66 à R.211-70 pour sa partie réglementaire ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté n°IDF-2022-02-22-00008 en date du 22 février 2022 pris par Le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet Coordonnateur du bassin Seine-Normandie, d'orientations pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Seine-Normandie ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, approuvé le 23 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-SGREB-2023-056 du 25 avril 2023 définissant le cadre des mesures de limitation des usages de l'eau en période de sécheresse relatif aux eaux superficielles ;

**VU** l'arrêté n° DDT-SGREB-2023-229 du 18 juillet 2023 instaurant des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau et de l'irrigation agricole depuis les cours d'eau dans le département d'Eure-et-Loir ;

**VU** la demande de dérogation à l'arrêté instaurant des mesures de restrictions temporaire des usages de l'eau et de l'irrigation agricole depuis les cours d'eau dans le département d'Eure-et-Loir faite par Chartres Métropole - Direction Patrimoine Naturel par mail en date du 25 juillet 2023 ;

**VU** le décret du 6 janvier 2021 nommant Mme Françoise SOULIMAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir ;

**VU** l'arrête préfectoral n°23-2023 du 22 juin 2023 accordant délégation de signature au profit de Monsieur Guillaume BARRON Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir ;

**VU** l'arrête préfectoral du 6 juillet 2023 donnant subdélégation de signature au profit de Monsieur David ROZET Chef du service de la Gestion des Risques, de l'Eau et de la Biodiversité ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec les dispositions du SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands approuvé le 23 mars 2022 par le Préfet coordonnateur de bassin ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux de Chartres métropole sont réalisés dans le cadre l'autorisation environnementale unique déclaré d'intérêt général et délivré en 2020, arrêté n°DDT-SGREB-GEMAPRIN-2020-01/1 ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux de Chartres métropole ont pour objectif de restaurer les écoulements de la Roguette afin de diminuer les inondations durant les crues hivernales ;

**Sur proposition** du Directeur départemental des territoires d'Eure-et-Loir ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Dérogation**

Une dérogation à l'arrêté n°DDT-SGREB 2023-229 en date du 18 juillet 2023 instaurant des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau et de l'irrigation agricole depuis les cours d'eau dans le département d'Eure-et-Loir est accordé à Chartres Métropole - Direction Patrimoine Naturel afin de réaliser des travaux de restauration de la Roguette (bras principal et secondaire).

Cette dérogation est accordée à compter de la signature du présent arrêté et pour toute la durée de la mise en œuvre des arrêtés instaurant des mesures de restriction temporaires des usages de l'eau dans le département d'Eure-et-Loir en 2023.

### **ARTICLE 2 : Prescriptions spécifiques**

La présente dérogation est assujettie au respect des prescriptions suivantes :

- aucun volume d'eau n'est prélevé ;
- les travaux ne devront pas bloquer l'écoulement du cours d'eau ;
- le service de la Gestion des Risques, de l'Eau et de la Biodiversité de la Direction Départementale des Territoires (DDT) d'Eure-et-Loir et l'Office Français de la Biodiversité (OFB) seront immédiatement informés de tout incident ;
- en fonction de l'évolution de la situation hydraulique, l'administration se donne le droit de revoir la dérogation accordée.

### **ARTICLE 3 : Voies et délais de recours**

En application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours administratif dans un délai de deux mois suivant sa publication :
  - recours gracieux auprès du préfet du département d'Eure-et-Loir ;
  - ou recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux, est exercé un recours administratif, le recours contentieux est interrompu et ne recommence à courir que lorsque le recours administratif a été rejeté.

**ARTICLE 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir, le directeur départemental des territoires d'Eure-et-Loir, le maire de la commune de Gasville-Oisème, le commandant du groupement de gendarmerie d'Eure-et-Loir, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

Chartres, le 01 AOUT 2023

Pour le Préfet,  
Pour le Directeur Départemental des Territoires,  
Le chef du Service de la gestion des risques de l'eau  
et de la biodiversité



David ROZET